

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2006 — 4280

[2006/203488]

12 OCTOBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première et de la deuxième zone du plan d'exposition au bruit (zones A' et B') des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et 3 avril 2003;

Considérant que dans la perspective d'un développement durable des aéroports relevant de la Région wallonne, il s'impose de mettre en œuvre des solutions adéquates en vue de la protection des habitants les plus exposés au bruit induit par l'activité aéroportuaire;

Considérant ainsi qu'il y a lieu de réglementer les conditions dans lesquelles les locataires d'immeubles d'habitation situés dans les zones A' et B' du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, peuvent percevoir une prime de déménagement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001, modifié les 20 décembre 2001 et 3 avril 2003, fixait les mesures d'accompagnement applicables aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant qu'en application du décret du 29 avril 2004 modifiant l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, le bénéfice des mesures d'accompagnement applicables dans une zone où l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 70 dB (A), est étendu aux zones où l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 66 dB (A);

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er}bis;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2004;

Vu la délibération du Gouvernement wallon quant à la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 13 juillet 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "zone A'" : la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 70 dB(A), telle que délimitée par arrêté du Gouvernement;

2^o "zone B'" : la deuxième zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans est égal ou supérieur à 66 dB (A) et inférieur à 70 dB (A), telle que délimitée par arrêté du Gouvernement;

3^o "Zone C'" : la troisième zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans est égal ou supérieur à 61 dB (A) et inférieur à 66 dB (A), telle que délimitée par arrêté du Gouvernement;

4^o "locataire" : tout titulaire d'un bail de résidence principale portant sur un logement qui est situé en zone A' ou B';

5^o "ménage" : les personnes qui vivent ensemble sous le même toit et s'organisent en commun pour pourvoir aux besoins de la vie courante et ce, qu'elles soient ou non unies par des liens de parenté;

6^o "l'organisme" : la Société wallonne des Aéroports, chargée par le Gouvernement de missions environnementales conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la société spécialisée Société wallonne des Aéroports (SOWAER).

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Une prime de déménagement d'un montant de 3.718,40 euros est accordée au locataire visé à l'article 1^{er}, 4^o, qui occupait son logement à la date d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon délimitant les zones du plan de développement à long terme des aéroports wallons.

L'alinéa 1^{er} est également applicable au locataire occupant un bien situé en zone C' du plan d'exposition au bruit des aéroports wallons, acquis pour compte de la Région wallonne en application de l'article 1^{er}bis, § 5, alinéas 9 et 10, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Art. 3. Le locataire introduit, auprès de l'organisme, la demande de prime accompagnée de toute pièce permettant d'établir que sont remplies les conditions visées à l'article 2 et ce, par pli recommandé à la poste.

Art. 4. Il ne peut être attribué qu'une seule prime par ménage.

Art. 5. La décision d'attribuer ou de refuser la prime est notifiée au locataire, par pli recommandé à la poste, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande visée à l'article 3.

Art. 6. Le paiement de la prime est soumis à la condition que le locataire produise, dans un délai de cinq ans à dater de la notification de la décision d'attribution, un extrait de domiciliation délivré par la commune sur le territoire de laquelle le nouveau logement, non répertorié en zone A ou B du plan de développement à long terme, est situé.

La prime est liquidée dans les trente jours à compter de la réception de l'extrait de domiciliation visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, est abrogé.

§ 2. Toutefois, l'arrêté du Gouvernement wallon visé au § 1^{er}, reste applicable aux personnes qui ont introduit, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande de prime sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a la Gestion des Aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 12 octobre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2006 — 4280

[2006/203488]

12. OKTOBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten und der zweiten Zone des Lärmbelastungsplans (Zonen A' und B') der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und vom 3. April 2003;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen zwingend geboten ist, zum Schutz der Anwohner, die am meistens dem durch den Flugbetrieb ausgelösten Lärm ausgesetzt sind, angemessene Lösungen anzuwenden;

In Erwägung, dass es somit angebracht ist, die Bedingungen zu regeln, unter denen die Mieter von Wohngebäuden, die in den Zonen A' und B' des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen liegen, eine Umzugsprämie erhalten können;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001, abgeändert am 20. Dezember 2001 und am 3. April 2003, die Begleitmaßnahmen festgelegt wurden, die auf die Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, anwendbar sind;

In der Erwägung, dass in Anwendung des Dekrets vom 29. April 2004, durch das der Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung abgeändert wurde, der Anspruch auf die Begleitmaßnahmen, die in einer Zone anwendbar sind, in der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 70 dB (A) aufweist, auf die Zonen erweitert wird, in denen der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von 66 dB (A) oder mehr aufweist;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis;

Aufgrund des am 26. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein vom Staatsrat abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 13. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einführungsbestimmung*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zone A'": die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von 70 dB (A) oder mehr aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

2° "Zone B'": die zweite geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von 66 dB (A) oder mehr und von weniger als 70 dB (A) aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

3° "Zone C'": die dritte geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von 61 dB (A) oder mehr und von weniger als 66 dB (A) aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

4° "Mieter": jeder Inhaber eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz, der sich auf eine innerhalb der Zone A' oder B' gelegene Wohnung bezieht;

5° "Haushalt": die Personen, die gemeinsam unter einem Dach leben und zusammen für die Bedürfnisse des täglichen Lebens aufkommen, unabhängig davon, ob sie verwandt sind oder nicht;

6° "Einrichtung": die "Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft), die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2001 über die Ausübung von spezifischen, der "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) anvertrauten abgeordneten Aufgaben von der Regierung mit umweltbezogenen Aufgaben beauftragt wird.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 2 - Dem in Artikel 1 4° erwähnten Mieter, der am Datum des Inkrafttretens der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Abgrenzung der Zonen des langfristigen Entwicklungsplans der wallonischen Flughäfen seine Wohnung bewohnt, wird eine Umzugsprämie in Höhe von 3.718,40 Euro gewährt.

Der Absatz 1 ist ebenfalls auf den Mieter anwendbar, der ein in der Zone C' des Lärmbelastungsplans der wallonischen Flughäfen gelegenes Gut bewohnt, das in Anwendung von Artikel 1bis, § 5 Absätze 9 und 10 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung für Rechnung der Wallonischen Region erworben wurde.

KAPITEL III — Verfahren

Art. 3 - Der Mieter reicht den Prämienantrag per Einschreiben bei der Post bei der Einrichtung unter Beifügung jeglichen Belegs ein, anhand dessen festgestellt werden kann, dass die in Artikel 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind.

Art. 4 - Es kann nur eine einzige Prämie pro Haushalt gewährt werden.

Art. 5 - Der Beschluss zur Gewährung oder Verweigerung der Prämie wird dem Mieter innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Erhalt des in Artikel 3 erwähnten Antrags per Einschreiben bei der Post zugestellt.

Art. 6 - Die Prämie wird unter der Bedingung ausgezahlt, dass der Mieter innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Zustellung des Gewährungsbeschlusses eine Anmeldebescheinigung vorlegt, die von der Gemeinde ausgestellt wird, auf deren Gebiet sich die neue, nicht in einer Zone A oder B des langfristigen Entwicklungsplans registrierte Wohnung befindet.

Die Prämie wird innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der in Absatz 1 erwähnten Anmeldebescheinigung ausgezahlt.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 7 - § 1 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird außer Kraft gesetzt.

§ 2 - Der in § 1 erwähnte Erlass der Wallonischen Regierung findet jedoch weiterhin Anwendung auf die Personen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen Prämienantrag auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eingereicht haben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2006 — 4280

[2006/203488]

12 OKTOBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de huurders van woningen gelegen in de eerste en tweede zone (zone A' en B') van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2001 en 3 april 2003;

Overwegende dat met het oog op een duurzame ontwikkeling zo spoedig mogelijk gepaste oplossingen gevonden moeten worden met het oog op de bescherming van de bewoners die het meest te lijden hebben van lawaaioverlast voortkomend uit de luchthavenactiviteiten;

Overwegende derhalve dat de voorwaarden waaronder een verhuispriem kan worden toegekend aan de huurders van woongebouwen gelegen in zone A en B van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, moeten worden vastgesteld;

Overwegende dat de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, werden vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001, gewijzigd op 20 december 2001 en 3 april 2003;

Overwegende dat ter toepassing van het decreet van 29 april 2004 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, de begeleidingsmaatregelen van toepassing op een zone die een over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk of hoger dan 70 dB (A) vertoont, uitgebreid worden tot de zones met een over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk of hoger dan 66 dB (A);

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "zone A" : De eerste aan geluidshinder blootgestelde geografische zone die ressorteert onder het Waalse Gewest met een over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk of hoger dan 70 dB (A), zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

2° "zone B" : De tweede aan geluidshinder blootgestelde geografische zone die ressorteert onder het Waalse Gewest met een over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk of hoger dan 66 dB (A) en lager dan 70 dB (A), zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

3° "Zone C" : De derde aan geluidshinder blootgestelde geografische zone die ressorteert onder het Waalse Gewest met een over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk of hoger dan 61 dB (A) en lager dan 66 dB (A), zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

4° "huurder" : iedere houder van een huurovereenkomst voor een hoofdverblijf gelegen in zone A of B;

5° "gezin" : al dan niet aanverwante personen die onder hetzelfde dak samenwonen en samen voorzien in de behoeften van het dagelijkse leven;

6° "de instelling" : de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens), belast door de Regering met milieup opdrachten overeenkomstig het besluit van 29 november 2001 van de Waalse Regering betreffende de uitoefening van bijzondere gemachtigde opdrachten toevertrouwd aan de gespecialiseerde maatschappij "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER).

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Een verhuispremie ten bedrage van 3.718,40 euro wordt toegekend aan de in artikel 1, 4°, bedoelde huurder, die zijn woning bewoonde op de inwerkingtredingsdatum van de besluiten van de Waalse Regering tot afbakening van de zones van het plan voor de langetermijnontwikkeling van de luchthavens van Wallonië.

Lid 1 is eveneens van toepassing op de huurder die een goed bewoont dat gelegen is in zone C van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens van Wallonië, aangeschaft voor rekening van het Waalse Gewest ter toepassing van artikel 1bis, § 5, lid 9 en 10, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

HOOFDSTUK III. — *Procedure*

Art. 3. De huurder dient de premieaanvraag bij ter post aangetekend schrijven in bij de instelling samen met elk ander stuk aan de hand waarvan vastgesteld kan worden dat de voorwaarden bedoeld in artikel 2 vervuld zijn.

Art. 4. Per gezin mag slechts één premie verleend worden.

Art. 5. Binnen twee maanden na ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag wordt de huurder bij ter post aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing tot verlening of weigering van de premie.

Art. 6. De premie wordt uitbetaald op voorwaarde dat de huurder binnen vijf jaar te rekenen van de datum van kennisgeving van de toekenningsbeslissing, een domiciliëringsuittreksel overlegt, dat afgeleverd is door de gemeente waar de nieuwe woning, die niet bij zone A of B van het ontwikkelingsplan op lange termijn is ingedeeld, gelegen is.

De premie wordt uitbetaald binnen dertig dagen na ontvangst van het domiciliëringsuittreksel bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de huurders van woningen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt opgeheven.

§ 2. Evenwel blijft het in § 1 bedoelde besluit van de Waalse Regering van toepassing op de personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een premieaanvraag hebben ingediend op grond van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De voor het Beheer van de Luchthavens bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE